

# CONSEILLER

## Les obligations d'épargne du Canada pourraient disparaître

Publié par La rédaction le 28 septembre 2016



**Le gouvernement Trudeau envisage de mettre un terme au programme des obligations d'épargne du Canada (OEC), a révélé [Radio-Canada](#).**

Le ministre des Finances pourrait même en finir avec ce « monument », qui remonte à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dès le prochain budget, précise la chaîne publique.

À quelques jours du lancement de la 70<sup>e</sup> campagne de souscription de son histoire, cet outil financier bat de l'aile, rappelle la société d'État, qui souligne que les ventes d'OEC et la valeur des titres en circulation « sont en chute libre depuis la fin des années 1980 ».

### MÉCANISME D'ÉPARGNE PEU RISQUÉ

Résultat, il en coûte maintenant près de 60 millions de dollars chaque année aux contribuables pour le maintenir à flot, alors qu'il n'est plus choisi que par environ un million d'épargnants en raison des rendements anémiques (0,7 %) qu'il leur procure.

Par ailleurs, la valeur des titres en circulation atteignait 55 milliards en 1987, mais elle est aujourd'hui tombée à 5,5 milliards, notamment en raison de l'arrivée de plusieurs nouveaux instruments d'épargne proposés par les institutions financières.

Le programme des OEC a été lancé en 1946, juste après la fin de la guerre, afin de permettre au gouvernement fédéral de se financer... et aux Canadiens de mettre de l'argent de côté. Ce mécanisme d'épargne peu risqué leur permettait en effet de prêter de l'argent à l'État pour qu'il puisse gérer plus facilement le financement de sa dette publique, rappelle Radio-Canada.

### « UN PROGRAMME D'UN AUTRE TEMPS »

Interrogé par la chaîne d'information, l'économiste Serge Coulombe précise que, à l'origine, les marchés financiers internationaux n'existaient pas et que le gouvernement disposait de peu d'options pour financer sa dette. « C'est un programme qui a été développé pour un autre temps, un autre monde », affirme ce professeur au Département de science économique de l'Université d'Ottawa.

L'an dernier, la firme KPMG avait remis au ministère des Finances un rapport commandé par le gouvernement conservateur dans lequel elle suggérait d'éliminer progressivement les OEC. Sa conclusion? « Il n'y a actuellement aucun motif économique valable qui justifie le programme. »

Ce n'est pas la première fois que les obligations fédérales sont l'objet de doutes et de controverses. Ainsi, au début des années 2000, le vérificateur général avait déjà soulevé des doutes quant à leur rentabilité. Toutefois, pour des raisons politiques, « les gouvernements qui se sont succédé ont préféré faire la sourde oreille jusqu'ici », ajoute la chaîne publique.

### « FAIBLE IMPACT POUR LES ÉPARGNANTS »

Également interrogé par Radio-Canada, l'économiste Jean-Pierre Aubry, qui a exercé la fonction de contrôleur au sein de la Banque du Canada, gestionnaire du programme, juge qu'il s'agissait d'« une grosse autoroute avec peu de voitures dessus ». Une opinion que partage Sylvain B. Tremblay, président du conseil d'administration de l'Institut québécois de planification financière.

Dans une entrevue accordée à *Conseiller*, le planificateur financier estime en effet que l'éventuelle disparition des OEC n'aurait qu'un « faible impact » pour les investisseurs. Toutefois, il nuance son propos en ajoutant qu'« ils devront compenser par des titres qui sont aussi sécuritaires que les obligations d'épargne du Canada ».

« Il vont donc devoir augmenter un peu leur niveau de risque. Par exemple, au lieu d'acheter des obligations du gouvernement fédéral, les épargnants seront obligés de se rabattre sur des obligations des gouvernements provinciaux sur le marché secondaire, des obligations municipales ou encore des obligations d'entreprise. Cependant, comme les taux sont aujourd'hui extrêmement bas sur les OEC, en dessous de l'inflation, ils ne perdront pas grand-chose. »

« À partir du moment où un programme coûte plus cher à administrer que ce qu'il rapporte à l'émetteur, ce qui est actuellement le cas des OEC, mieux vaut l'arrêter », conclut Sylvain Tremblay.